



Les grands titres:

- Centrafrique : Ban Ki-moon appelle la communauté internationale à ne pas relâcher ses efforts financiers
- Le Premier ministre grec appelle à une discussion au sein de l'ONU sur la restructuration de la dette
- L'Algérie souligne ses efforts en faveur de la paix dans son voisinage immédiat
- L'Inde appelle le Pakistan à tourner le dos au terrorisme préalablement à toute négociation sur le Cachemire
- L'Allemagne prône les rapports de bon voisinage pour éviter la multiplication des conflits
- Israël qualifie l'accord sur le nucléaire iranien de menace pour la paix
- Le Burundi affirme avoir entamé une phase de dialogue après les élections
- Le Tchad souhaite une réponse collective et adaptée au terrorisme
- Le Soudan du Sud demande l'aide des Etats membres pour mettre en œuvre l'accord de paix
- Le Bénin affirme son engagement dans la lutte contre le terrorisme
- Haïti assure être sur la bonne voie avec une série d'élections prévues avant fin 2015
- Madagascar : le Président appelle à conclure un accord sur le climat en 2015
- Somalie : le Premier ministre salue la reconstruction des institutions de l'Etat
- Mali : l'ONU rappelle aux signataires de l'accord de paix qu'ils doivent renoncer à la violence
- Les pays les moins avancés constituent une priorité pour l'ONU, déclare Ban Ki-moon
- Ban Ki-moon insiste sur l'importance du financement pour les opérations de paix de l'ONU
- Crise des réfugiés : le HCR demande 128 millions de dollars pour aider les pays européens
- L'ONU réitère son soutien aux îles du Pacifique face aux défis du changement climatique
- L'OMS conseille un traitement antirétroviral à toutes les personnes infectées par le VIH
- L'ONU juge nécessaire d'ouvrir les villes aux personnes de tous les âges
- Ban Ki-moon salue une nouvelle étape vers l'adoption d'un accord climatique global

Centrafrique : Ban Ki-moon appelle la communauté internationale à ne pas relâcher ses efforts financiers



1 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé jeudi la communauté internationale à ne pas relâcher ses efforts de soutien, notamment financiers, à la République centrafricaine, sous peine de risquer de voir le pays retomber dans les désordres et les violences.

« Les événements survenus récemment à Bangui montrent combien la situation est fragile », a déclaré M. Ban lors d'une réunion de haut niveau sur la République centrafricaine, en marge de la 70^{ème} Assemblée générale de l'ONU.

Se disant vivement préoccupé par l'escalade de la violence, notamment par les attaques perpétrées contre des civils et les



affrontements entre communautés, M. Ban a déploré les pertes humaines et demandé à toutes les parties de mettre fin aux combats et de déposer les armes. « Il est évident que les violences intervenues récemment à Bangui visent à déstabiliser le pays et à mettre en péril le processus de transition », a-t-il dit.

Des affrontements entre milices rivales ont éclaté samedi dernier dans la capitale, Bangui, faisant au moins 36 morts, forçant plus de 27.000 personnes à fuir leurs habitations et menaçant de remettre en cause les acquis de plusieurs mois d'efforts pour stabiliser la situation en Centrafrique.

« Nous ne pouvons laisser quiconque remettre en question les résultats obtenus au cours de l'année écoulée et faire fi des aspirations de la vaste majorité des Centrafricains à la paix et à une vie meilleure », a dit M. Ban.

Il a rappelé qu'en 2014, la communauté internationale avait encouragé un large dialogue appuyé par des partenaires régionaux et internationaux. Les consultations menées au niveau local ont abouti au Forum de Bangui sur la réconciliation nationale. Les Centrafricains étaient alors convenus de la nécessité de mener une réforme du secteur de la sécurité, de traduire en justice les personnes responsables d'infractions graves et de reconstruire leur État pour favoriser le relèvement social et économique.

« Au plan politique, nous avons constaté des progrès, notamment les préparatifs en cours pour les élections qui auront lieu avant la fin de l'année. Alors que nous appuyons la fin de la transition, les Centrafricains – y compris ceux qui ont trouvé refuge à l'étranger – auront enfin la possibilité de voter », a encore rappelé M. Ban.

Il a invité les participants à la réunion à exprimer leur ferme soutien à une fin pacifique de la Transition, mais aussi leur désir « de voir plus loin et de mettre l'accent sur des actions prioritaires identifiées lors du Forum de Bangui et qui peuvent être accomplies d'ici à 18 mois ».

En même temps, a-t-il affirmé, il est urgent de combler le manque de fonds nécessaires pour mener à bien le processus électoral, ainsi que plusieurs programmes qui restent sous-financés. « Sans les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins en matière de sécurité et de stabilisation et pour assurer le respect des droits de l'homme pour tous, le pays risque de replonger dans le conflit et les souffrances », a averti le Secrétaire général.

Il a appelé les participants à « mobiliser le soutien financier nécessaire à la mise en œuvre rapide des décisions du Forum de Bangui, à la réussite de la dernière phase de la Transition, et à l'édification de la paix et du développement à long terme que le peuple de la République centrafricaine réclame et mérite ».

Mercredi, le Ministre des affaires étrangères de la République centrafricaine, Samuel Rangba, avait demandé au Conseil de sécurité de renforcer le mandat de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies dans ce pays (MINUSCA) « afin de mieux combattre les ennemis de la paix » qui sont responsables des nouvelles violences.

Le Premier ministre grec appelle à une discussion au sein de l'ONU sur la restructuration de la dette



1 octobre - Le Premier ministre de la Grèce, Alexis Tsipras, a appelé jeudi les Etats membres à entamer une discussion autour du thème de la restructuration de la dette dans le but de favoriser la croissance économique et de prévenir les stratégies d'austérité.

Dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tsipras a rappelé que la crise économique de 2008 avait durement touché son pays, en raison des faiblesses structurelles de l'économie grecque, de sa dette élevée et de son déficit budgétaire.

Le Premier ministre a dénoncé le fait que la « recette néolibérale que nous avons été sommés, avec d'autres pays, d'appliquer, se soit soldée par un coût social dévastateur et n'ait fait que contribuer davantage à notre crise économique et fiscale, au lieu d'y mettre fin ».

En dépit des pressions exercées par certains pour que la Grèce quitte la zone Euro, le pays a donné son accord à un nouveau programme de stabilisation comprenant des réformes destinées à stabiliser son économie, a poursuivi le Premier Ministre.

« Malheureusement, ce programme s'accompagne de mesures qui ne feront qu'alourdir le fardeau qui pèse sur les épaules de la société grecque », a-t-il regretté.

Ces mesures auraient cependant pu être évitées au moyen d'une discussion préalable sur la restructuration de la dette, a-t-il estimé, tout en appelant les Etats membres et l'Assemblée générale des Nations Unies à entamer un tel débat, afin de favoriser la croissance économique et prévenir les stratégies d'austérité.

En tant que point d'entrée des migrants et réfugiés en Europe, a par ailleurs rappelé M. Tsipras, la Grèce est en première ligne d'une autre crise européenne.

Selon le Premier ministre, 300.000 migrants et réfugiés sont arrivés dans le pays depuis le début de l'année, principalement en provenance de Syrie et d'Afghanistan, avec pour objectif de se rendre dans des pays d'Europe occidentale.

Malgré ses difficultés économiques, la Grèce a fait preuve de solidarité envers ces nouveaux arrivants, a noté M. Tsipras.

« Nous ne pouvons croire que l'avenir de l'Europe et du monde soit fait de murs toujours plus haut et d'enfants qui viennent mourir à nos portes », a-t-il déclaré, en référence notamment au choc provoqué par la diffusion dans la presse mondiale de la photographie du corps retrouvé sans vie sur une plage turque d'Aylan Kurdi, un enfant syrien de trois ans qui fuyait la guerre avec sa famille..

Le Premier ministre grec a par conséquent appelé à mettre en œuvre un mécanisme onusien de réinstallation des réfugiés se trouvant dans les pays voisins de la Syrie.

L'Algérie souligne ses efforts en faveur de la paix dans son voisinage immédiat



1 octobre - Le Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, Ramtane Lamamra, a souligné jeudi la position centrale de son pays dans les espaces maghrébin et sahélien et ses efforts en faveur de la paix dans son voisinage immédiat, notamment au Mali et en Libye.

Dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Lamamra a estimé que cette démarche est « un investissement pour l'avenir de tous et pour l'instauration de la paix et de la stabilité sur les plans régional et international ».

« Ceci est reflété par la démarche soutenue de l'Equipe de médiation internationale au Mali, dirigée par l'Algérie et qui a abouti à la conclusion d'un accord global pour la paix et la réconciliation nationale entre le gouvernement et les autres parties maliennes », a-t-il dit. Il a invité la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, à accompagner ce processus et à le soutenir politiquement et financièrement.

S'agissant de la Libye, le Ministre des affaires étrangères a déclaré que son pays ne ménagerait aucun effort pour l'aider à restaurer la paix et la stabilité et a renouvelé son soutien aux efforts des Nations Unies pour parvenir à une solution globale inclusive.

Quant au Sahara occidental, M. Lamamra a estimé que « les tergiversations et les tentatives de fuir les responsabilités ont empêché la réalisation d'une solution à ce conflit qui menace la paix et la stabilité dans la région, et porte atteinte à la crédibilité des Nations Unies ».

Il a appelé les Nations Unies « à fixer une date définitive pour l'organisation d'un référendum conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, comme cela a été expressément demandé par le Sommet de l'Union africaine tenu en juin 2015 en Afrique du Sud ».

« L'Algérie ne ménagera aucun effort pour aider les parties au conflit et les Nations Unies en vue d'une mise en œuvre rapide de cette solution que le peuple sahraoui frère appelle de ses vœux », a-t-il ajouté.

L'Inde appelle le Pakistan à tourner le dos au terrorisme préalablement à toute négociation sur le Cachemire



1 octobre - Répondant à la nouvelle initiative de paix proposée la veille par le Pakistan sur la question du Cachemire, la Ministre des affaires étrangères de l'Inde, Sushma Swaraj, a posé jeudi comme condition préalable à toute négociation l'abandon du terrorisme comme mode de gouvernement.

Face à la menace grandissante du terrorisme international, Mme Swaraj a appelé les Etats membres, dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, à adopter unanimement la Convention générale sur le terrorisme international, qui permettrait selon elle de compléter les traités de lutte antiterroriste existants.

A l'étude des Etats membres depuis 2000, ce projet de Convention a jusqu'ici échoué sur la définition du phénomène terroriste et, par conséquent, de son champ d'action.

« Nous devons comprendre qu'il n'existe pas de distinction entre bons et mauvais terroristes [...] Un terroriste est un terroriste », a déclaré Mme Swaraj.

Sur ce point, la Ministre des affaires étrangères a fait état des difficultés rencontrées par son pays dans ses relations avec le Pakistan.

« Aucun d'entre nous ne peut accepter le terrorisme comme instrument de gouvernement légitime », a déclaré Mme Swaraj, dénonçant notamment le fait que les commanditaires des attaques de novembre 2008 à Bombay n'ont toujours pas été arrêtés, comme s'y était pourtant engagé le Pakistan. La Ministre des affaires étrangères a également fait état d'attaques terroristes transfrontalières récentes, durant lesquelles deux terroristes venus du Pakistan ont été arrêtés.

« Nous savons tous que ces attaques sont destinées à déstabiliser l'Inde et légitimer l'occupation pakistanaise illégale de certaines parties de l'État indien du Jammu-et-Cachemire et ses revendications sur le reste du territoire », a déclaré Mme Swaraj, ajoutant que si l'Inde reste ouverte au dialogue, la terreur et les négociations ne peuvent pas aller de pair.

« Hier, le Premier ministre du Pakistan a proposé ce qu'il a appelé une nouvelle initiative de paix en quatre points », a rappelé la Ministre des affaires étrangères. « J'aimerais lui répondre : nous n'avons pas besoin de quatre points, mais d'un seul – abandonnons le terrorisme et asseyons-nous à la table des négociations ».

Si le Pakistan répond sérieusement et de manière crédible à cette demande, a indiqué Mme Swaraj, l'Inde est prête à régler les questions en suspens entre les deux pays par la voie du dialogue bilatéral.

L'Allemagne prône les rapports de bon voisinage pour éviter la multiplication des conflits



1 octobre - Le Ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a exalté jeudi, devant la 70ème Assemblée générale de l'ONU, les rapports de bon voisinage, seuls à même selon lui d'éviter la multiplication des conflits dans un monde globalisé et rétréci.

« Le monde d'aujourd'hui est plus étroitement interconnecté que jamais. Les frontières deviennent indistinctes. En ces temps de mondialisation, on dit que le monde est devenu un village. Si c'est le cas, alors nous sommes tous voisins et je recommande que nous vivions

tous selon les principes du bon voisinage », a-t-il dit.

« Personne ne place aujourd'hui davantage d'espoir dans cet esprit de bon voisinage que les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont fui leurs habitations. Mon pays a assumé ses responsabilités au cours de ces derniers mois », a-t-il ajouté, rappelant que l'Allemagne a recueilli 600.000 réfugiés depuis le début de l'année et qu'à présent, près de 10.000 nouveaux réfugiés arrivent chaque jour.

« Ce chiffre montre que même nous ne pouvons pas supporter cela tout seul sur le long terme. Nous avons besoin d'une solution européenne. Une solution qui repose sur une étroite coopération avec nos voisins autour de la Méditerranée, notamment la Turquie », a poursuivi M. Steinmeier.

Evoquant les agences humanitaires de l'ONU – Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), Programme alimentaire mondial (PAM), Agence pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) et Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) – M. Steinmeier a estimé « scandaleux que ces organisations soient si pauvrement financées qu'elles doivent réduire leurs rations alimentaires et leurs soins médicaux ».

Il a indiqué à cet égard avoir rencontré mardi les autres membres du G7 et d'autres partenaires et qu'ils avaient réuni un financement supplémentaire de 1,8 milliard de dollars, dont 100 millions fournis par l'Allemagne, pour ces agences onusiennes. « Ceci va aider à soulager le fardeau supporté par les pays voisins dans lesquels arrivent la grande majorité des réfugiés – en particulier la Turquie, le Liban et la Jordanie. Eux aussi ont besoin de notre aide pour qu'un exode n'en déclenche pas un autre », a souligné le Ministre allemand.

Mais, a-t-il affirmé, « bon voisinage ne veut pas seulement dire humanité et compassion ». Cela suppose aussi « d'être d'accord sur des règles communes auxquelles nous devons tous obéir et cela inclut le respect des frontières et de la souveraineté d'autrui ». Or, a-t-il dit, « cette norme fondamentale est encore violée, même en Europe », a-t-il dit, rappelant que l'Union européenne avait « unanimement condamné l'annexion de la Crimée par la Russie et ses agissements dans l'est de l'Ukraine ».

Abordant la Syrie, M. Steinmeier a déploré la poursuite « du carnage ».

Affirmant qu'il ne peut y avoir « de solution militaire » au drame syrien, le ministre allemand a déclaré : « Au lieu d'une décision unilatérale de la Russie d'agir directement et militairement en Syrie, nous avons besoin que la Russie agisse politiquement et plaide pour une transition en Syrie ».

« Au risque de me répéter, permettez-moi de souligner que lorsque nous sommes face à une catastrophe humanitaire aussi horrible que celle de Syrie, nous sommes tous voisins ! », a-t-il affirmé.

Israël qualifie l'accord sur le nucléaire iranien de menace pour la paix



1 octobre - Le Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, a dénoncé jeudi l'accord récemment conclu sur la question du nucléaire iranien et appelé l'Autorité palestinienne à reprendre immédiatement des négociations directes sans condition préalable.

L'Iran et un groupe de six nations (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) ont annoncé le 14 juillet 2015 avoir conclu un accord dont les termes limitent sensiblement la capacité de l'Iran à enrichir de l'uranium durant les dix prochaines années, en échange d'une levée des sanctions internationales pétrolières et financières affectant le

pays.

Dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, M. Netanyahu a qualifié l'accord sur le nucléaire iranien, non pas d'accord en faveur de la paix, mais d'accord sapant les bases de la paix, dénonçant une énième « offensive de charme » iranienne.

En raison de la levée des sanctions, a-t-il dénoncé, cet accord permettra à l'Iran de gagner des milliards de dollars qui seront utilisés, comme cela a été le cas durant les six derniers mois, pour soutenir le régime brutal du Président Bachar Al-Assad en Syrie, armer les Houthis au Yémen et fournir des missiles au Hezbollah libanais.

Le Premier ministre israélien a dénoncé les dispositions de l'accord selon lesquelles les restrictions sur la capacité de l'Iran à enrichir de l'uranium pourraient être levées au bout de 10 ou 15 ans, car, a-t-il dit, l'Iran ne changera pas son comportement ni ses habitudes durant cette période.

« Si l'Iran veut être traité comme un pays normal, qu'il agisse comme un pays normal et pas comme une théocratie à la conquête de ses pays voisins et de la destruction d'Israël », a déclaré M. Netanyahu.

Le Premier ministre a ainsi appelé la communauté internationale à assumer une triple responsabilité : s'assurer que l'Iran respecte ses obligations nucléaires ; se focaliser sur les agressions régionales dont le pays est à l'origine ; et utiliser les sanctions et autres outils disponibles pour prévenir ses ambitions dangereuses.

Malgré leurs divergences concernant cet accord, M. Netanyahu a par ailleurs réaffirmé que les Etats-Unis restent l'allié indéfectible d'Israël, et que l'Iran, tout comme Daech, demeurent leurs « ennemis communs ».

M. Netanyahu s'est par ailleurs dit prêt à reprendre immédiatement les négociations directes avec l'Autorité palestinienne sans condition préalable, et a regretté que le Président Abbas ne partage pas cette volonté.

La veille, le leader palestinien avait annoncé que son pays n'était plus lié aux accords de paix signés avec Israël depuis les Accords d'Oslo de 1993, évoquant le non-respect systématique de ces accords par Israël.

Tout en espérant que M. Abbas changera d'avis, le Premier ministre israélien a accusé la partie palestinienne d'avoir fait capoter le processus de paix.

M. Netanyahu a invité l'ONU à œuvrer en faveur de la paix en soutenant des négociations directes et sans conditions entre les parties.

Le Burundi affirme avoir entamé une phase de dialogue après les élections



1 octobre - Le Deuxième Vice-Président du Burundi, Joseph Butore, a déclaré jeudi que son pays venait d'ouvrir une phase de dialogue politique faisant suite aux élections qui se sont déroulées cet été dans un contexte de crise.

« Le Burundi vient de terminer le processus électoral comme prévu par la Constitution de 2005 qui n'a connu aucune modification jusqu'à ce jour, contrairement à ce que certains veulent le faire croire. Le processus a été une grande réussite malgré les contestations violentes qui se sont vite transformées en un mouvement insurrectionnel dans quelques quartiers de la capitale Bujumbura », a dit M. Butore dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Après la page des élections, le gouvernement du Burundi vient d'ouvrir une autre phase politique, celle du dialogue, un dialogue qui se veut inclusif, sincère et ouvert à toutes les thématiques », a-t-il ajouté.

Selon lui, cette nouvelle page s'est matérialisée par la mise en place de la Commission nationale de dialogue inter-burundais (CNDI) à travers le décret présidentiel du 23 septembre 2015.

« A partir des grandes conclusions des débats qui seront menés, la Commission formulera des recommandations à l'endroit du gouvernement, des partis politiques, de la société civile et des confessions religieuses en vue de convenir des modifications à apporter aux textes fondamentaux pour l'intérêt général de tous les Burundais », a précisé M. Butore.

Il a indiqué que la Commission serait composée de 15 membres de nationalité burundaise « nommés par décret dans le respect des équilibres constitutionnels ».

Selon le Deuxième Vice-Président, le Président burundais a fait un autre geste de bonne volonté en signant un décret qui permet « aux détenteurs illégaux d'armes de les remettre volontairement dans un délai d'un mois sans crainte d'être poursuivis par les instances judiciaires ».

Concernant les médias, il a affirmé que « sur une vingtaine de média privés opérationnels au Burundi, seules trois stations de radio et une radiotélévision font face à des investigations judiciaires sur leur rôle présumé dans le coup d'Etat du 13 mai 2015, avant de décider de leur réouverture ». « Les autres médias, tant nationaux qu'internationaux, qui opèrent sur le territoire burundais continuent d'émettre de manière permanente et sans difficultés », a-t-il ajouté.

M. Butore avait rencontré vendredi dernier le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à New York. Le chef de l'ONU lui avait fait part de sa vive préoccupation face aux violences et à la crise politique persistantes au Burundi. De son côté, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est inquiété lundi 28 septembre d'une augmentation alarmante du nombre d'arrestations, de détentions et de meurtres au Burundi depuis le début du mois de septembre.

Le Tchad souhaite une réponse collective et adaptée au terrorisme



1 octobre - Le Ministre tchadien des affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, a appelé jeudi la communauté internationale à apporter une réponse collective et adaptée au terrorisme qui, a-t-il dit, est « en passe de devenir une gangrène mondiale ».

« La capacité de nuisance transnationale des groupes terroristes et extrémistes implique une réponse collective et adaptée », a dit M. Mahamat devant la 70ème Assemblée générale de l'ONU. « La voie à suivre pour combattre ensemble le terrorisme est la mutualisation de nos moyens et de nos stratégies de riposte, à travers l'intensification de la coopération régionale

et internationale », a-t-il ajouté.

Le ministre tchadien a proposé à cet égard que 2016 soit déclarée « Année de lutte contre le terrorisme », afin de « réfléchir sereinement aux causes profondes de ce phénomène, aux stratégies et moyens de le contenir et, à terme, de l'éliminer ».

En attendant, M. Mahamat a déclaré que les pays du bassin du lac Tchad espéraient des Nations Unies et de leurs autres partenaires qu'ils apportent « un soutien matériel, financier et logistique » à la Force mixte multinationale mise sur pied par ces pays pour mettre fin aux exactions de Boko Haram. Les activités terroristes de cette « secte maléfique », perpétrées quasi quotidiennement dans les pays de la sous-région, n'ont pas cessé, « malgré les pertes considérables qu'elle a subies lors des opérations militaires menées par la coalition de leurs armées », a-t-il précisé.

« Nous restons confiants qu'avec l'intensification de cette coopération militaire, nous parviendrons à l'éradication définitive de cette secte », a cependant ajouté M. Mahamat. Le Tchad, a-t-il dit, « poursuivra sans relâche sa traque des groupes terroristes ». « Nous souhaitons seulement de nos partenaires qu'ils nous fournissent des appuis concrets, aussi bien techniques que matériels, pour nous permettre de donner la riposte qu'il faut à cette guerre sans visage ».

Le ministre a relevé que la multiplication et la gravité des crises avaient également causé « une expansion inattendue du phénomène de la migration internationale ». « La communauté internationale ne pourra mettre fin à cette migration que si des solutions appropriées sont trouvées à ses origines et à ses causes profondes, notamment la résolution des conflits et l'éradication de la pauvreté dans les pays de départ », a-t-il estimé.

M. Mahamat a rappelé que le Tchad est le 2ème pays africain par le nombre des réfugiés et des déplacés sur son territoire, estimés à plus de 500.000 et venant des régions frontalières du pays, notamment du Darfour soudanais, de République centrafricaine, du Nigéria et de Libye.

« Ils ont aussi besoin de notre aide », a-t-il dit, notant qu'ils vivent dans des conditions environnementales et humanitaires difficiles. Il a enfin remercié les pays amis et le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) « pour l'appui qu'ils apportent à ces personnes nécessiteuses et pour le plaidoyer qu'ils font en faveur de nos pays ».

Le Soudan du Sud demande l'aide des Etats membres pour mettre en œuvre l'accord de paix



1 octobre - Le Vice-Président du Soudan du Sud, James Wani Igga, a demandé jeudi à la communauté internationale de mettre à disposition de son pays les fonds et la logistique nécessaires à la mise en œuvre de l'accord de paix.

« Après avoir obtenu l'indépendance de notre pays et de son peuple, nous, les dirigeants, avons sans tarder entamé la création d'institutions de bonne gouvernance et d'exercice démocratique du pouvoir », a déclaré le Vice-Président dans son discours au débat général de la 70^{ème} Assemblée générale des Nations Unies. « Cependant, notre progression a été contrariée et entachée par des querelles de pouvoir injustifiées qui ont abouti à un conflit regrettable engloutissant trois des 10 Etats [provinces] du pays », a regretté M. Igga.

Suite à l'indépendance de la plus jeune des nations du monde en juillet 2011, le pays a en effet sombré dans la guerre civile en décembre 2013, en raison de la rivalité politique entre M. Kiir et M. Machar, son ancien Vice-président, rivalité qui a ensuite dégénéré en conflit entre leurs factions respectives.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de 730.000 personnes ont fui la guerre civile vers les Etats voisins du Soudan du Sud, qui compte également près de 1,5 million de personnes déplacées.

« J'ai le plaisir et le soulagement de vous annoncer que cette guerre regrettable et cette effusion de sang induite ont pris fin », a-t-il déclaré, en référence à l'accord signé en août 2015 par le Président du pays, Salva Kiir, et le chef de la rébellion sud-soudanaise, Riek Machar.

« La signature de cet accord a été immédiatement suivie par l'annonce d'un cessez-le-feu permanent par le Président le jour suivant », a salué M. Igga, indiquant que ce cessez-le-feu est actuellement respecté dans certaines zones du pays mais pas dans toutes.

« C'est principalement dû à l'absence d'un Mécanisme conjoint de surveillance et de vérification sur le terrain », a affirmé le Vice-président, tout en demandant à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) d'accélérer la création et le déploiement de ce mécanisme.

La prochaine étape sera pour les Etats membres d'aider le Soudan du Sud à se reconstruire et à répondre aux besoins humanitaires de sa population, a-t-il ajouté, tout en remerciant la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) pour son appui avant et après l'obtention de l'indépendance.

« Néanmoins, tout renouvellement du mandat de la MINUSS sans le consentement et la consultation préalables de notre gouvernement est injuste et inacceptable », a déclaré le Vice-Président.

M. Igga a par ailleurs noté que la partie adverse a refusé de signer les minutes d'un atelier organisé sur des aspects sécuritaires, du 13 au 18 septembre, et a appelé l'IGAD à persuader les partisans de M. Machar à le faire.

Le Vice-Président du Soudan du Sud a également noté que M. Kiir a ordonné le redéploiement de l'armée gouvernementale dans un rayon de 25 kilomètres de la capitale du pays, Juba, conformément à l'accord de paix.

« Dans la mesure où la SPLA [armée gouvernementale] est déjà en train d'être redéployée, la communauté internationale doit apporter rapidement le financement nécessaire pour aider à installer de nouveaux baraquements dans les forêts », a

demandé M. Igga.

« Il apparaît donc nécessaire au gouvernement du Soudan du Sud de rappeler aux bailleurs de fonds internationaux les nombreux engagements de contribution qu'ils ont pris et auxquels ils n'ont jamais donné suite », a déclaré le Vice-Président.

Le Bénin affirme son engagement dans la lutte contre le terrorisme



1 octobre - Le Premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou, a affirmé mercredi, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, que la question sécuritaire demeurait au cœur des préoccupations sur le continent africain et que son pays prendrait toute sa part dans la lutte contre le terrorisme.

Le Bénin, a-t-il dit, « milite fortement en faveur de mesures politiques, économiques, juridiques et diplomatiques propres à prévenir et à éradiquer le fléau du terrorisme car, aussi condamnables que soient les pratiques terroristes, elles ne pourront être durablement éradiquées que si les terreaux fertiles qui leur servent de prétextes sont détruits ».

Mais, a-t-il ajouté, le Bénin « ne manquera pas à son devoir de solidarité lorsque les fondements de la vie et les valeurs universelles sont gravement menacés ». C'est pourquoi le Bénin « entend prendre une part active à la mobilisation régionale, aux côtés du Nigéria, du Niger, du Cameroun et du Tchad pour mettre un terme aux actes de violence meurtrière que constituent les rapt de masse, les assassinats, les attaques suicides, les mariages forcés, etc », a dit M. Zinsou.

« En appui aux actions militaires que le Bénin soutient et auxquelles il contribue en hommes et en matériels », il convient de redoubler d'efforts en vue « d'assécher les sources de financement et d'alimentation en ressources humaines des organisations terroristes et des entités qui leur sont affiliées », a-t-il encore dit.

En outre, il est du devoir des peuples « d'assurer la promotion d'une éducation basée sur la tolérance qui est le meilleur rempart contre le terrorisme et les extrémismes de tous bords », a affirmé le Premier ministre.

C'est dans cette optique, a-t-il rappelé, que s'est tenu à Cotonou, au Bénin, du 26 au 28 mai 2015, avec le soutien des Nations Unies, un « Symposium international sur l'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel ». Ce Symposium a abouti à l'adoption d'un Manifeste qui propose des voies à suivre pour favoriser une cohabitation pacifique entre les cultures, à travers l'aménagement d'espaces communs de convivialité et d'échanges, en vue de créer l'harmonie et le vouloir-vivre ensemble des peuples, a précisé le chef du gouvernement béninois.

M. Zinsou a par ailleurs affirmé la détermination de son gouvernement à poursuivre sa lutte contre la corruption, par la loi, par la mise en place de mécanismes de contrôle des projets de développement et par l'engagement « de poursuites judiciaires à l'encontre de toute personne mise en cause, quelle que soit sa position aux sein des institutions de la République ».

Haïti assure être sur la bonne voie avec une série d'élections prévues avant fin 2015



1 octobre - Le Président haïtien, Michel Martelly, a déclaré jeudi que son pays était sur la bonne voie avec la conclusion, d'ici la fin de l'année, d'une série d'élections présidentielle, législatives, municipales et territoriales.

Le 9 août dernier, « une étape importante a été franchie dans la consolidation de la démocratie » en Haïti, a expliqué M. Martelly dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Le premier tour des élections législatives a eu lieu le 9 août 2015 et un second tour doit avoir lieu le 25 octobre 2015, en même temps que le 1er tour de

l'élection présidentielle et les élections locales. Si nécessaire, un second tour de l'élection présidentielle aura lieu le 27 décembre 2015.

« Je suis heureux d'affirmer devant cette haute Assemblée que le pays est sur la bonne voie. Le peuple haïtien fait preuve de maturité politique et de sa capacité de prendre en main son destin », a ajouté le Président haïtien.

Notant que les progrès réalisés ces dernières années ont été rendus possibles grâce, en partie, au soutien de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti), M. Martelly a indiqué que celle-ci était « en voie de s'adapter à un contexte nouveau, différent de celui qui l'a vue naître ».

Le Gouvernement haïtien, a-t-il précisé, « opte pour un plan de reconfiguration qui tienne compte de l'évolution de la situation sur le terrain », avec un retrait des effectifs « de manière progressive et ordonnée ». Le désengagement et le transfert aux institutions haïtiennes des responsabilités en matière militaire, de

police ou de développement, devront s'effectuer selon un calendrier concerté, a-t-il encore dit.

Il a enfin annoncé la création prochaine d'une nouvelle force de défense dans le pays. « Cette force aura une participation active au développement d'Haïti. Elle se consacrera à des tâches de protection de l'environnement, de secours en cas de catastrophes naturelles, de sécurisation de nos frontières et de renforcement de la protection des investissements », a-t-il précisé.

S'agissant des relations internationales, le Président haïtien a encouragé jeudi la communauté internationale à privilégier l'esprit de dialogue dans les rapports entre nations tout en redoublant d'efforts pour s'opposer avec détermination au terrorisme.

M. Martelly s'est félicité de « percées diplomatiques récentes qui apportent des lueurs d'espoir dans les relations internationales », citant le rétablissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba et la conclusion de l'accord entre l'Iran et le Groupe des Six sur la question du nucléaire iranien.

Haïti, a-t-il dit, « encourage l'esprit de dialogue qui prévaut dans les rapports entre nations en vue de parvenir à des solutions pacifiques à leurs conflits ».

Cependant, « la crise syrienne est un véritable affront à la conscience de l'humanité », a affirmé le Président haïtien. « Des entités non étatiques étendent quotidiennement leur emprise, se livrant, notamment en Iraq et en Syrie, à des atrocités insoutenables contre les populations civiles et à des destructions de sites du patrimoine culturel mondial ».

« Ces menaces d'une ampleur et d'une gravité exceptionnelles interpellent la communauté internationale », a-t-il ajouté. « Nous ne saurions nous dérober à l'obligation d'adopter toutes les mesures collectives nécessaires pour garantir la sécurité internationale et le respect des droits de l'homme. Nous devons redoubler d'efforts afin de nous opposer, avec détermination, à la barbarie des entités terroristes et aux comportements criminels qui mettent en péril nos valeurs communes. Il ne saurait

y avoir de paix ni de sécurité véritables si la communauté internationale fait montre de faiblesse à l'égard de ceux qui portent atteinte à l'ordre public international ».

M. Martelly a affirmé par ailleurs qu' « on ne peut espérer de réponse efficace aux défis planétaires de notre temps sans une réduction du fossé Nord-Sud, sans une intensification de la lutte contre la pauvreté et sans une action résolue face aux crises écologiques qui frappent avant tout les pays les plus pauvres ».

Madagascar : le Président appelle à conclure un accord sur le climat en 2015



1 octobre - Le Président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, a appelé jeudi les Etats membres à s'engager en faveur de la conclusion d'un accord significatif sur le climat d'ici la fin de l'année.

« La menace globale du changement climatique nous interpelle sans cesse. Nous sommes tous soumis à une obligation de résultat face à ce fléau mondial », a déclaré M. Rajaonarimampianina dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, notant que le Sommet de Paris sur le climat qui aura lieu en décembre prochain sera le cadre idéal pour

faire avancer la question.

« Madagascar subit systématiquement les conséquences des changements climatiques entraînant des pertes agricoles, des destructions d'infrastructures sociales de base, et remettant souvent à zéro le compteur des efforts engagés pour le développement économique et social », a déploré le Président malgache.

Dans la perspective des négociations entre pays pour parvenir à un accord significatif sur le climat au Sommet de Paris, M. Rajaonarimampianina a annoncé que son pays s'est engagé le 24 septembre 2015 à réduire de 14% ses émissions de gaz à effet de serre et à augmenter de 32% sa capacité d'absorption d'ici 2030.

« Quant à la protection de la biodiversité, dont Madagascar renferme un potentiel important du patrimoine mondial, nous avons appuyé récemment la résolution des Nations Unies sur la surveillance du trafic des espèces sauvages », a salué le Président du pays.

En termes de réduction des risques et catastrophes, M. Rajaonarimampianina a indiqué que son pays est fortement impliqué dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai décidé en mars 2015 pour la prévention des catastrophes.

« Dans ce cadre, nous avons élaboré un système d'Alertes précoces multirisques considérant prioritairement les cyclones, les inondations, la sécheresse et la surveillance sanitaire », a-t-il souligné.

Le Président a également souligné l'importance du processus démocratique et électoral à Madagascar pour offrir un environnement favorable à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), adoptés la semaine précédente par les Etats membres.

Suite à de nombreuses manifestations et à ce que des observateurs politiques ont qualifié de coup d'État, le Président malgache Marc Ravalomanana avait été contraint de démissionner en mars 2009 au profit de Andry Rajoelina. L'élection de M. Rajaonarimampianina au début 2014, avec le soutien de M. Rajoelina, avait été accueillie par les observateurs internationaux comme la sortie d'une longue crise politique déclenchée par le coup d'Etat de 2009.

Selon la presse, en mai 2015, les députés malgaches avaient voté à une très large majorité la destitution de M. Rajaonarimampianina, décision qui avait ensuite été annulée par la Cour constitutionnelle du pays au mois de juin.

« Sans stabilité institutionnelle et politique, le progrès que nous envisageons et auquel la population aspire ne serait en aucun cas durable et partagé », a déclaré M. Rajaonarimampianina aux Etats membres.

A ce titre, le Président de Madagascar a demandé à l'ONU de proposer des mécanismes et structures de financement appropriés pour financer les politiques de développement économique et sociale et pour lutter contre la pauvreté dans les pays en développement.

Somalie : le Premier ministre salue la reconstruction des institutions de l'Etat



1 octobre - Le Premier ministre de la Somalie, Omar Sharmarke, a salué jeudi les progrès accomplis par son pays dans la reconstruction des institutions de l'Etat et la lutte contre le groupe terroriste Al-Chabab.

« Je ne suis pas ici pour vous contredire quant à la notoriété du conflit qui a duré deux décennies et demie dans notre pays », a déclaré M. Sharmarke dans son discours au débat général de la 70ème Assemblée générale des Nations Unies. « Toutefois, permettez-moi de vous présenter une autre réalité », a-t-il dit.

« La Somalie abrite un peuple fier et industrieux. Malgré l'adversité, nous sommes devenus des athlètes de renommée mondiale, des économistes, des écrivains, poètes, musiciens, entrepreneurs et inventeurs », a affirmé le Premier ministre, précisant que même lorsque le pays était dépourvu d'Etat, son économie continuait de fonctionner et de jouer un rôle régional majeur.

« Mon gouvernement a une vision : la reconstruction des institutions de l'Etat », a-t-il déclaré, ajoutant que des progrès considérables ont déjà été accomplis en ce sens.

Parmi eux, le Premier ministre a notamment cité la création de trois nouveaux Etats intérimaires, la consultation de la population en vue de l'organisation d'élections libres et démocratiques et l'établissement constitutionnel de commissions chargées de garantir la reddition de comptes.

« Tout d'abord, nous devons garantir une élection libre et équitable », a poursuivi M. Sharmarke, qui entend s'appuyer pour cela sur un système de vote équitable et transparent.

« Permettez-moi de vous rappeler que la Somalie a été le premier pays africain où un Président démocratiquement élu a perdu une élection et gracieusement transféré le pouvoir », a rappelé Le Premier ministre.

M. Sharmarke a cependant averti qu'une insurrection sévit toujours dans le pays, à laquelle la Somalie, aux côtés de l'Union africain (UA), s'efforce de mettre fin.

Malgré les succès enregistrés contre le groupe terroriste Al-Chabab, y compris la libération de la plupart des régions importantes du pays, le Premier ministre a indiqué que les soldats somaliens sont « sous-payés, mal-nourris et mal équipés ».

« Nous devons investir dans la professionnalisation de nos forces de sécurité et de police », a-t-il déclaré.

Abordant par ailleurs la question des réfugiés somaliens vivant dans des camps temporaires dans les pays voisins, dont certains depuis plus de 25 ans, M. Sharmarke a appelé la communauté internationale à aider son pays pour trouver une solution à ce problème.

Mali : l'ONU rappelle aux signataires de l'accord de paix qu'ils doivent renoncer à la violence



1 octobre - A l'occasion d'une réunion ministérielle consultative sur le processus de paix malien en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a rappelé jeudi aux parties signataires de l'accord de paix qu'elles devaient renoncer à la violence.

« Cet accord est l'aboutissement d'un long processus », a dit M. Eliasson dans un discours lors de cette réunion, en présence notamment des Ministres des affaires étrangères du Mali et de l'Algérie. « Le Mali a enregistré des progrès considérables, principalement grâce à la détermination du peuple malien, qui est resté fidèle, malgré les épreuves, à ses valeurs de tolérance et de dignité ».

Le Vice-Secrétaire général a toutefois condamné que l'application de l'accord ait été retardée par de récentes offensives, dans lesquelles les mouvements politico-militaires la Plateforme et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) étaient parfois impliqués.

« Les participants à cette réunion ministérielle doivent envoyer un message fort aux parties signataires, surtout aux mouvements politico-militaires. Ceux-ci doivent renoncer à toute action qui violerait l'Accord et le cessez-le-feu. Ils doivent également s'engager à régler leurs différends dans le cadre des mécanismes prévus par l'Accord et à en appliquer les dispositions relatives à la défense et à la sécurité », a dit M. Eliasson.

« Il est tout aussi important que le gouvernement mène à bien les réformes institutionnelles prévues par l'Accord. Cela permettra de renforcer la confiance des parties signataires et des habitants du nord du pays envers le processus de paix », a-t-il ajouté.

Selon le Vice-Secrétaire général, la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité sont également essentielles pour rétablir la confiance de la population envers les institutions de l'État. « Il faut aussi que les femmes soient associées le plus possible aux mécanismes de suivi », a-t-il ajouté.

Il a souhaité que les partenaires du Mali qui participeront à la Conférence pour le développement du Mali, qui se tiendra le 22 octobre à Paris sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques, s'engagent à apporter un soutien accru au relèvement et au développement du nord du pays.

« Tous les participants ici présents doivent être à la hauteur des attentes et honorer la confiance que le peuple malien a placée en nous », a conclu M. Eliasson. « Je tiens à vous dire de nouveau que l'Organisation des Nations Unies est déterminée à œuvrer à vos côtés pour rattraper le temps perdu ces derniers mois et progresser dans l'application de l'Accord. Je suis résolument attaché à sa mise en œuvre ».

Les pays les moins avancés constituent une priorité pour l'ONU, déclare Ban Ki-moon



Une exploitation agricole à Madagascar.

Photo: FAO

1 octobre - A l'occasion d'une réunion ministérielle des pays les moins avancés en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, a déclaré jeudi que ces pays constituaient une priorité pour l'ONU, qui vient d'adopter des Objectifs mondiaux de développement durable.

« Les pays les moins avancés, dont les pays enclavés en développement et les petits Etats insulaires en développement, font partie des nations les plus vulnérables », a dit M. Ban dans un discours à cette réunion. « Ils sont affectés de manière disproportionnée par les défis environnementaux, les urgences sanitaires, les catastrophes naturelles, la pauvreté et la

faim, et le chômage des jeunes ».

Selon le Secrétaire général, ces pays représentent aussi « d'énormes réservoirs de potentiel inexploité ». « Libérer ce potentiel sera le test décisif du Programme 2030. Permettez-moi de vous rassurer concernant mon engagement entier en faveur des pays les moins avancés. Le système des Nations Unies continuera de leur accorder une priorité spéciale », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a rappelé le succès du Sommet sur le développement durable à New York la semaine dernière et de la Conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Il a souhaité qu'il soit suivi par un accord sur le climat en décembre à Paris.

« Ce sera crucial pour la communauté mondiale, en particulier pour les pays les moins avancés, qui font partie des plus vulnérables aux conséquences du changement climatique », a-t-il dit, ajoutant qu'il comptait sur les pays les moins avancés pour jouer un rôle constructif pour la réussite de ce Sommet à Paris.

L'an prochain sera aussi la première année de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). « Une coopération innovante et plus intense sera indispensable, entre pays, entre secteurs et avec le secteur privé et les partenaires de la société civile », a souligné M. Ban.

Selon lui, le plan d'action convenu à Addis-Abeba inclut les préoccupations des pays les moins avancés et prévoit notamment un engagement à accroître l'aide publique au développement, à établir des systèmes permettant de promouvoir les investissements et à rendre opérationnelle la banque de technologie pour les pays les moins avancés d'ici à 2017.

Ban Ki-moon insiste sur l'importance du financement pour les opérations de paix de l'ONU



1 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé jeudi les Etats membres à prendre les mesures nécessaires pour renforcer les opérations de paix des Nations Unies et à contribuer davantage à leur financement.

« Malgré les progrès rendus possibles par les Nations Unies, nous savons que beaucoup trop de gens continuent de souffrir de la guerre, de l'oppression politique et des violations des droits de l'homme », a déclaré M. Ban lors d'un débat thématique de haut niveau organisé au siège de l'ONU, à New York, en marge du débat général de la 70ème

Assemblée générale de l'Organisation.

« Les disputes qui couvaient depuis longtemps ont éclaté au grand jour ; les conflits armés sont d'une durée de plus en plus longue ; la violence fait son apparition dans des endroits considérés pendant longtemps comme stables ; et des extrémistes non étatiques et groupes terroristes ont étendu leur portée », a-t-il regretté.

Le Secrétaire général a rappelé que plus de 128.000 personnes sont actuellement déployées au sein de missions de maintien de la paix ou de missions politiques spéciales de l'ONU, soit plus que jamais auparavant.

« Nos mécanismes pour répondre à l'instabilité et à la fragilité ont atteint leurs limites », a constaté le chef de l'ONU lors de l'événement, qui portait sur la décision de l'Assemblée générale de commémorer le 70ème anniversaire de l'Organisation sur le thème du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

M. Ban a rappelé que des examens fondamentaux sont en cours afin d'évaluer les opérations de maintien de la paix de l'ONU, mais aussi l'architecture de consolidation de la paix de l'Organisation et la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la participation des femmes dans les processus de paix.

« Dans les mois à venir, je présenterai à l'Assemblée générale un plan pour renforcer nos efforts pour prévenir l'extrémisme

violent. Le Sommet humanitaire mondiale à Istanbul en mai 2016 sera l'occasion essentielle de renforcer notre effort commun pour sauver des vies et soulager la souffrance.

« Et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 récemment adopté a des liens étroits avec la paix et la sécurité, y compris son Objectif 16 sur la construction de sociétés inclusives avec des institutions responsables et un accès à la justice », a rappelé le Secrétaire général.

M. Ban a noté l'existence de quatre éléments communs à ces différents événements : une plus grande importance accordée à la prévention, la médiation et la résolution pacifique des différends et des griefs ; le renforcement de consolidation de la paix, afin de maintenir la paix et prévenir le cycle de la violence dans les sociétés sortant d'un conflit ; la prise en compte des causes des conflits, y compris par une attention accrue accordée aux violations des droits de l'homme, qui sont souvent des signes avant-coureurs d'un conflit à venir ; et l'apport de ressources adaptées.

En conséquence, le Secrétaire général a demandé à la communauté internationale de contribuer financièrement à la prévention des conflits et au financement du Fonds pour la consolidation de la paix.

« Les deux sont chroniquement sous-financés, mais un investissement modeste aujourd'hui peut épargner des interventions beaucoup plus coûteuses demain », a affirmé M. Ban, tout en demandant à l'Assemblée générale de prendre rapidement des mesures en réponse au rapport qu'il lui a remis sur l'avenir des opérations de paix des Nations Unies.

Crise des réfugiés : le HCR demande 128 millions de dollars pour aider les pays européens



1 octobre - Estimant qu'environ 1,4 million de réfugiés et migrants au total pourraient tenter d'atteindre l'Europe en 2015 et 2016, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé jeudi les pays contributeurs à financer une initiative de 128 millions de dollars pour aider le continent à faire face à cet afflux.

« Cette année, plus d'un demi-million de personnes, pour la majorité des réfugiés, ont traversé la Méditerranée à la recherche de la sécurité en Europe », a rappelé le HCR dans un communiqué de presse rendu public à Genève, notant que les pays européens ont du mal à faire face à cet afflux de réfugiés et de migrants.

Pour répondre à cette situation d'urgence, le HCR a lancé une Initiative spéciale en Méditerranée (Special Mediterranean Initiative - SMI) et travaille en étroite collaboration avec l'Union européenne et ses Etats membres, ainsi qu'avec d'autres pays en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient touchés par les conflits en cours et les déplacements forcés de populations.

« La HCR a revu aujourd'hui son appel de fonds pour financer l'initiative SMI en 2015 et 2016. Les besoins financiers de juin 2015 à décembre 2016 s'élèvent désormais à 128 millions de dollars », a déclaré l'agence.

Cet appel de fonds supplémentaire servira à financer des opérations non seulement en Europe, mais aussi dans les pays d'accueil ou de transit au Moyen-Orient et en Afrique.

Le HCR prévoit que 700.000 personnes au total arriveront en Europe en 2015, en quête de sécurité et de protection internationale.

« Bien que cela soit difficile à évaluer à ce stade, il est possible que ce nombre soit encore plus élevé en 2016 », a estimé le HCR, ajoutant que les fonds demandés reposent pour l'instant sur des projections similaires d'une année sur l'autre.

À la lumière de l'évolution rapide de la crise des réfugiés en Europe, le HCR a appelé les pays contributeurs à financer l'initiative de façon à ce que les fonds puissent être utilisés avec autant de flexibilité que possible.

L'ONU réitère son soutien aux îles du Pacifique face aux défis du changement climatique



1 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a réitéré jeudi le soutien des Nations Unies aux îles du Pacifique qui sont particulièrement touchées par les conséquences du changement climatique et insisté une nouvelle fois sur le caractère crucial du Sommet de Paris sur le climat fin décembre.

« Il faut maintenant agir sur le changement climatique qui a un impact sévère sur la région Pacifique », a dit M. Ban à l'occasion d'une réunion du Forum des îles du Pacifique, en marge du débat général de l'Assemblée générale.

Selon lui, la Déclaration du Forum des îles du Pacifique sur le changement climatique a souligné à juste titre le besoin d'une responsabilité globale. « Maintenant, nous devons faire plus. Je continuerai à appeler les principales économies à être plus ambitieuses. Et j'insisterai sur la nécessité de porter notre attention sur les besoins des petits Etats insulaires en développement et des pays les moins développés », a-t-il dit.

Le chef de l'ONU a rappelé qu'il s'était rendu l'an dernier à Samoa et qu'il avait notamment visité le village de Lepa qui avait été endommagé par un tsunami en 2009. Selon lui, ce tsunami montre combien les petites îles sont durement frappées par les événements climatiques extrêmes et qu'il est urgent d'investir dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

« Les dangers continuent. Cette année, El Nino a causé de fortes sécheresses et des cyclones dans le Pacifique. Vos pays ont besoin de financements. Je fais tout mon possible pour veiller à ce que le Fonds vert pour le climat soit doté en capital et rendu opérationnel », a-t-il encore dit. « Il faut qu'il soit opérationnel avant la Conférence de Paris, avec des projets et un financement prêts à fonctionner, en particulier pour les plus vulnérables ».

« L'ONU est également prête à soutenir votre région dans la réalisation du développement durable et de la résilience climatique », a dit Ban Ki-moon.

Selon lui, le Sommet de Paris sur le climat « représentera un moment important - pas un point final - pour l'action climatique ». « J'espère vraiment que les pays finaliseront un nouvel accord universel et significatif sur le changement climatique. Ceci est possible - mais il faudra une orientation claire et un leadership ferme de la part des chefs d'Etat et de gouvernement », a-t-il conclu.

L'OMS conseille un traitement antirétroviral à toutes les personnes infectées par le VIH



Une femme séropositive et sa petite-fille à Makuzeze au Malawi. Photo: UNICEF

1 octobre - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié mercredi de nouvelles recommandations concernant le VIH/sida, conseillant notamment un traitement antirétroviral à toutes les personnes infectées.

« Toute personne infectée par le VIH devrait commencer le traitement antirétroviral le plus tôt possible après le diagnostic », a déclaré l'OMS dans un communiqué de presse. Avec cette recommandation, l'OMS supprime toutes les limitations aux conditions requises pour pouvoir bénéficier du traitement antirétroviral quand on est porteur du VIH; le traitement est désormais justifié dans toutes les populations et dans toutes les tranches d'âge.

Cet usage généralisé du traitement antirétroviral s'appuie sur les résultats récents d'essais cliniques confirmant que son administration précoce permet de garder les patients en vie, en meilleure santé, et diminue le risque de transmission aux partenaires.

L'OMS recommande aussi désormais de proposer le traitement antirétroviral préventif à toute personne exposée à un risque «substantiel» d'infection par le VIH. Cette nouvelle recommandation prolonge les orientations données par l'OMS en 2014 de proposer aux hommes ayant des rapports avec d'autres hommes une association de médicaments antirétroviraux pour éviter de contracter le VIH (ce qu'on a appelé la prophylaxie préexposition – PrEP).

Après avoir obtenu de nouvelles données factuelles sur l'efficacité et l'acceptabilité de la PrEP, l'OMS a désormais élargi cette recommandation pour étendre cette mesure à d'autres groupes de la population exposés à un risque important d'infection par le VIH. La PrEP doit être considérée comme une option supplémentaire de prévention, fondée sur un ensemble global de services comportant le dépistage du VIH, le conseil et le soutien, l'accès aux préservatifs et au matériel pour la sécurité des injections.

Les nouvelles recommandations sur l'administration précoce du traitement antirétroviral et l'offre élargie de la PrEP figurent dans le document de l'OMS *Guideline on when to start antiretroviral therapy and on pre-exposure prophylaxis for HIV* [Lignes directrices pour déterminer quand commencer le traitement antirétroviral et la prophylaxie préexposition du VIH].

Dans ces nouvelles lignes directrices, on insiste sur le fait que, pour l'application efficace de ces recommandations, les pays devront veiller à ce que le dépistage et le traitement de l'infection à VIH soient facilement accessibles et à ce que les personnes mises sous traitement soient soutenues pour suivre les schémas thérapeutiques recommandés et rester dans le système de soins.

Ces recommandations ont été mises au point dans le cadre d'une réactualisation globale des « Lignes directrices unifiées sur l'utilisation des antirétroviraux pour le traitement et la prévention de l'infection à VIH », publiées par l'OMS. Ce lancement rapide des lignes directrices intervient avant leur publication complète, plus tard dans l'année, à cause de leur impact potentiel pour la santé publique.

Sur la base de ces nouvelles recommandations, le nombre des personnes remplissant les conditions requises pour le traitement antirétroviral va passer de 28 millions à l'ensemble des 37 millions de personnes vivant actuellement avec le VIH dans le monde. L'accès élargi au traitement est au cœur d'un nouvel ensemble de cibles pour 2020 visant à mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030 : 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut, 90% de ces personnes sont sous traitement antirétroviral et 90% des personnes sous traitement antirétroviral ont une virémie indétectable.

Selon les estimations de l'ONUSIDA, l'extension du traitement antirétroviral à toutes les personnes vivant avec le VIH et l'élargissement des options pour la prévention peuvent contribuer à éviter 21 millions de décès liés au sida et 28 millions de nouvelles infections d'ici à 2030.

L'ONU juge nécessaire d'ouvrir les villes aux personnes de tous les âges



1 octobre - A l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées qui est célébrée chaque année le 1er octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a jugé nécessaire d'ouvrir les villes aux personnes de tous les âges alors que le vieillissement rapide de la population et l'urbanisation détermineront de plus en plus la forme que prendront nos sociétés.

« Les personnes âgées sont un atout majeur de notre société et elles apportent une contribution considérable au développement mondial », a dit M. Ban dans un message pour cette journée.

« Le 25 septembre, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à construire un monde durable ou nul ne sera laissé de côté, quel que soit son âge ou son sexe », a-t-il ajouté. « En mettant en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, récemment adopté, nous devons tenir compte des modifications démographiques qui surviendront au cours des quinze années à venir. Elles auront une incidence directe sur la réalisation des objectifs de développement durable ».

Le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans vivant dans des villes doit augmenter de plus de 900 millions d'ici à 2050. Elles totaliseront alors le quart de la population urbaine des pays développés.

Le thème de la Journée internationale des personnes âgées de cette année est « Durabilité et ouverture aux personnes de tous les âges dans l'environnement urbain ». Selon le Secrétaire général, la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui se tiendra à Quito en octobre 2016, sera l'occasion de progresser dans cette action.

« Ouvrir les villes aux personnes âgées signifie qu'il faut créer pour elles des possibilités de participation économique et sociale dans un environnement accessible et sûr. Cela suppose aussi de leur assurer un logement abordable ainsi que les services de santé et les services sociaux dont elles ont besoin pour vieillir dans leur environnement », a dit le chef de l'ONU.

« En cette Journée internationale des personnes âgées, je demande aux gouvernements de tous les pays de rendre les villes et les établissements humains ouverts, surs, résilients et durables de sorte que nul ne soit laissé de côté, quel que soit son âge », a-t-il conclu.

Ban Ki-moon salue une nouvelle étape vers l'adoption d'un accord climatique global



1 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité jeudi de la remise par 147 pays de leurs plans d'action nationaux pour lutter contre le changement climatique, dans la perspective du Sommet sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le chef de l'ONU a salué la remise par 147 pays de leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC), sur un total de 194 Etats parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Lors de la 19ème session de la Conférence des parties à la CCNUCC, organisée à Varsovie en 2013, chaque Etat s'était en effet engagé à formaliser au sein d'un document intitulé INDC ses objectifs nationaux à court et à long termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces INDC sont censées constituer la base des négociations devant conduire à l'adoption d'un accord global sur le climat à Paris en décembre.

M. Ban a déclaré que ces 147 pays représentent plus de 85% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

« Cette étape de remise des INDC au 1er octobre augure d'une base solide pour l'obtention d'un accord significatif et universelle sur le changement climatique à Paris en décembre », a ajouté le Secrétaire général.

M. Ban a appelé les pays à inclure ces dispositions en cas d'accord lors du Sommet de Paris.

« La conclusion d'un accord à Paris serait un tournant et enverrait un signal fort et clair aux citoyens et au secteur privé, à savoir que la transformation de l'économie mondiale est inévitable, bénéfique, et déjà en cours », a déclaré M. Ban.

Le Secrétaire général a encouragé tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à soumettre leurs INDC avant la 21ème Conférence des parties à la CCNUCC à Paris.